

Amendements portés par la Fédération des acteurs de la solidarité lors du PLF 2025

SEPTEMBRE 2024

Synthèse des propositions de la FAS sur le PLF & PLFSS

A l'occasion de l'examen du projet de loi de finances (PLF) et projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) présente ses propositions permettant de sortir des multiples crises que traverse le pays.

Dans un contexte politique singulier, la FAS et ses adhérents appellent les parlementaires à prendre la mesure de leurs responsabilités. Les débats budgétaires qui occuperont l'Assemblée nationale et le Sénat ces prochaines semaines doivent aboutir à des réponses ambitieuses et structurelles en matière d'hébergement, de logement, d'accompagnement vers l'emploi solidaire, d'accès aux soins, de lutte contre les inégalités, de refus de la stigmatisation.

Mission « Cohésion des territoires »

Partie I du PLF relative aux recettes

Exonération de la taxe d'habitation et de la taxe sur les logements vacants, ainsi que la suppression de la déclaration locative pour les acteurs du secteur Accueil, hébergement et insertion (AHI)

Pérenniser le dispositif Loc'avantages et favoriser son attractivité en agissant sur la fiscalité

Co-portage de cette proposition en cours de discussion

Systematiser et doubler les sanctions pour les communes carencées loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU)

Recette estimée : 406 millions d'euros

Partie II du PLF relative aux dépenses

Relancer la dynamique de production de logements sociaux

Coût total : 406 millions d'euros

Création de 10 000 places supplémentaires au parc d'hébergement pour le porter à 213 000 places en moyenne annuelle

Coût total : 80 millions d'euros

Proposition de la FAS et UNICEF France

- **Sous-amendement n°1 : création de 2 000 places supplémentaires dédiées aux femmes victimes de violences et leurs enfants co-victimes**

Coût total : 24 090 000 euros

Proposition de la FAS et FNSF

- **Sous-amendement n°2 : création de 2 000 places supplémentaires dédiées aux personnes en situation de prostitution**

Coût total : 25,5 millions d'euros

- **Sous-amendement n°3 : création de 1 000 places supplémentaires dédiées places pour les femmes en pré ou post maternité sans solution de logement**

Coût total : 14,6 millions d'euros

Proposition de la FAS et UNICEF France

Augmenter les crédits dédiés à la prestation alimentaire dans les centres d'hébergement d'urgence (CHU) et les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS)

Coût total : 1 euro symbolique

Proposition de la FAS et NEXEM

Prise en compte de l'inflation dans l'action 12 du programme 177 relatif à l'hébergement et au logement adapté

Coût total : 3 080 847 619,86 euros. Crédits ouverts en 2024 : 2 885 625 670 euros
Proposition de la FAS et NEXEM

Abondement de l'Etat au Fonds national des aides à la pierre (FNAP)

Coût total : 369 964 000 euros. Crédits consommés en 2023 : 251 000 000 euros.

Création d'un « Fonds d'urgence - Soutien à l'éradication des punaises de lits »

Coût total : 100 156 000 euros. Ouverture de crédits 2024 : 5 000 000 euros.
Proposition de la FAS et NEXEM

Rendre effective la promesse du gouvernement d'abonder de 120 millions d'euros supplémentaires le secteur de l'Accueil, Hébergement, Insertion (AHI)

Coût total : 120 millions d'euros

Augmentation du nombre de postes pour renforcer les dispositifs de la veille sociale et les services intégrés d'accueil et d'orientation (SIAO)

Coût total : 25 millions d'euros

Augmentation des crédits dédiés à l'humanisation des accueils de jours (ADJ)

Coût total : 10 millions d'euros.

Reconduction des mesures d'IML Ukraine, en cohérence avec les directives européennes prorogant le statut de bénéficiaires de la protection temporaire

Coût total : 27,5 millions d'euros

Proposition de la FAS, la Fédération Habitat et Humanisme, la FAPIL et SOLIHA

Demande de rapport visant à poursuivre et intensifier le développement de solutions de logements adaptés dans les territoires

Demande de rapport relatif la mobilisation du parc vacant à des fins sociales

Investir dans la prévention des impayés et des expulsions pour garantir le maintien des ménages dans un logement adapté à leur situation (2 amendements)

Coût total : 70 millions d'euros

Compensation de la prime Ségur dans la branche sociale et médico-sociale (en cours)

Estimation du coût en cours. *Proposition de NEXEM et de la FAS*

Mission « Immigration, asile et intégration »

Prise en compte de l'accueil, de l'hébergement et l'accompagnement des personnes déplacées d'Ukraine

Coût total : 328 236 000 euros. Crédits ouverts en 2023 : 339 000 000 euros. Crédits consommés en 2023 : 321 800 000 euros

Augmenter les crédits attribués à l'allocation pour demandeur d'asile (ADA) afin de prendre en compte les effets de l'inflation, et d'annuler la baisse de 7% présentée par le gouvernement par rapport aux crédits 2023

Coût total : 40 555 004 euros. Crédits ouverts en 2024 : Autorisations d'engagement : 293 862 000 euros. Crédits de paiement : 293 862 000 euros.

Amendement d'appel visant à alerter sur les 175 millions d'euros de coupes budgétaires

dans la mission « immigration, asile et intégration » décidées unilatéralement par le gouvernement lors du décret de février dernier

Coût total : 1 euro symbolique

Expérimentation des permanences médico-psycho-sociales pour les femmes dans les SPADA dans 3 départements

Coût total : 780 000 euros

Proposition de la FAS et FTDA

Automatisation de soins en santé mentale et interprétariat dans les places de Centre Provisoire d'Hébergement du Dispositif National d'Accueil (DNA)

Coût total : 112 millions d'euros

Co-portage de cette proposition en cours de discussion

Revalorisation de la tarification des places spécialisées femmes victimes de violences dans le parc d'hébergement dédiés aux demandeuses d'asile

Coût total : 6 450 800 euros

Automatisation de soins en santé mentale et interprétariat dans les places spécialisées LGBTQIA dans le Dispositif National d'Accueil (DNA)

Coût total : 233 000 euros

Co-portage de cette proposition en cours de discussion

Automatisation des soins en santé mentale et interprétariat pour les enfants réfugié.e.s dans le Dispositif National d'Accueil (DNA)

Coût total : 112 millions d'euros

Co-portage de cette proposition en cours de discussion

Demande de rapport au gouvernement sur la santé mentale des personnes exilées

Sécuriser les financements du programme Accompagnement global et individualisé des réfugiés (AGIR)

Coût total : 1 euro symbolique

Annulation des fermetures de place du Dispositif National d'Accueil du BOP 303

Estimation du coût en cours

Co-portage de cette proposition en cours de discussion

Mission « Travail et emploi »

Augmenter le nombre de postes d'insertion en Atelier Chantier d'insertion (ACI)

Coût total : 24 425 800 euros pour 2 100 ETP supplémentaires. Crédits ouverts en 2024 : au 1er avril 2024, on recense 93 387 ETP réalisés en 2023

Co-portage de cette proposition en cours de discussion

Réintégration du Fonds de Développement de l'Inclusion (FDI)

Coût total : 40 millions d'euros

Co-portage de cette proposition en cours de discussion

Augmenter les moyens alloués à la formation des salariés en parcours au sein des structures de l'insertion par l'activité économique (IAE)

Coût total : 20 440 000 euros

Co-portage de cette proposition en cours de discussion

Revaloriser l'aide au poste en Association Intermédiaire (AI)

Coût total : 30 millions d'euros

Proposition de la FAS et Coorace (en cours de discussion)

Bonifier l'aide au poste des SIAE présentes dans les quartiers politiques de la ville (QPV), les zones de revitalisations rurales (ZRR) et les territoires d'outre-mer

Coût total : 40 880 000 euros. Décaissement réel au titre du dispositif en 2023 s'est quant à lui élevé à 1 314,2 M€.

Proposition en cours de discussion

Garantir le maintien de l'indexation des aides aux postes de l'insertion par l'activité économique (IAE) sur le SMIC

Estimation du coût en cours

Co-portage de cette proposition en cours de discussion

Extension de la revalorisation SEGUR aux salarié.e.s permanent.e.s de l'insertion par l'activité économique (IAE)

Coût total : 80 millions d'euros.

Co-portage de cette proposition en cours de discussion

Lancer une expérimentation articulant insertion et modes de garde dans la continuité du Protocole interministériel « Insertion dans l'emploi / Petite enfance »

- Amendement de repli : demande d'un rapport au gouvernement sur les dispositifs articulant insertion professionnelle et secteur de la petite enfance

Conserver le Contrat d'engagement Jeune volet Jeunes en rupture (CEJ-JR)

Coût total : 47 110 000 euros, soit le montant engagé pour le lancement de la deuxième vague des appels à projet régionaux (RAP programme 102)

Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances »

Etendre le Revenu de solidarité active (RSA) aux jeunes de 18 à 25 ans

Coût total : 3 580 238 879 euros

Revaloriser le montant de l'aide financière à l'insertion sociale (AFIS) sur le montant du RSA

Coût total : 3 158 460 euros. Crédits ouverts en 2024 : 1 800 000 euros

Proposition d'amendement d'appel visant à créer une mission parlementaire relative au suivi de l'évaluation des avancées du Grenelle des violences conjugales

Mission « Santé » et/ou Projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS)

Pérenniser et sécuriser les financements dédiés à destination des 101 « Maisons des femmes / Santé »

Coût total : 20 millions euros

Mise en place d'une expérimentation d'un espace dédié aux femmes dans les centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (CAARUD)

Coût total : 1,2 millions d'euros, pour 3 lieux d'expérimentation

Proposition de la FAS et de la Fédération Addiction

Mise en place d'une expérimentation d'un espace dédié aux femmes dans les centres de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA)

Coût total : 3 millions d'euros, pour 3 lieux d'expérimentation

Proposition de la FAS et de la Fédération Addiction

Demande de rapport au gouvernement sur les refus de soin

À PROPOS DE LA FÉDÉRATION DES ACTEURS DE LA SOLIDARITÉ

La Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) est un réseau de plus de 900 associations et structures qui accueillent et accompagnent les personnes en situation de précarité. Elle est composée d'une fédération nationale et de 13 fédérations régionales sur l'ensemble du territoire. La Fédération lutte contre les exclusions, promeut l'accompagnement social global et favorise les échanges entre tous les acteurs du secteur social.

La FAS représente 2 800 établissements et services dans les secteurs de l'insertion par l'activité économique, de la veille sociale, de l'hébergement, du logement adapté, du médico-social ou encore dans l'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés. La Fédération soutient ses adhérents, les forme et les conseille. Elle agit également auprès des pouvoirs publics pour promouvoir une société plus juste et plus solidaire. Elle participe enfin à des projets d'innovation sociale dont plusieurs sont soutenus par l'Etat, tels que les programmes SEVE Emploi et Respirations.